

« La République trahie »

1848-1851

Les institutions :

La réaction se manifeste dès l'automne : les libertés publiques sont limitées. La nouvelle constitution est adoptée le 14 novembre 1848, sa devise est « Travail, Famille, Ordre Public ».

Le Président est élu par l'ensemble du peuple, ce qui fait craindre de nombreux problèmes aux députés. Pour les éviter, ils mettent en place des gardes fous : le président ne pas dissoudre l'Assemblée, le président n'est pas rééligible, et il peut être traduit en justice devant une Haute Cour de justice. La Constitution (§ 111) complexifie au maximum, les mesures de révision constitutionnelle. La mise en place de 2 légitimités indiscutable, celle du président et de l'assemblée rendent cette constitution très fragile.

L'élection présidentielle :

La peur engendrée par les journées de juin renforce l'influence des conservateurs regroupés dans le « Parti de l'Ordre » et mené par Adolphe Thiers (p. 357) Considérant, Louis Napoléon Bonaparte¹, le neveu de l'Empereur, au mieux comme une marionnette, au pire comme un crétin, Thiers choisit ce membre de la famille impériale comme candidat du « Parti de l'Ordre » et le faire élire au poste de président. Louis Napoléon obtient 75% des voix ; il rassure les conservateurs en annonçant une politique d'ordre et de sécurité mais parle aussi d'une république généreuse qui « développerait les richesses de l'agriculture et donnerait du travail aux bras inoccupés ».

Une politique conservatrice :

Les élections législatives de mai 1849 voient le triomphe du Parti de l'Ordre qui obtient 53% des voix. Le seul des partis qui sort la tête lors de ces élections sont les « démoc-soc » (Démocrates-socialistes) qui obtiennent 35% des voix. En mai 1849, on a donc une opposition entre une France conservatrice et une France socialiste. Les socialistes tentent de soutenir les révolutions qui commencent en Italie et en particulier la République Romaine de Mazzini qui venait de chasser le Pape Pie IX en février 1849. Le gouvernement, lui, soutient, le Souverain Pontife et envoie le général Oudinot à Rome. Ledru-Rollin, le 13 juin 1849, demande la démission du ministère. Mais la population ne le suit pas. La manifestation démoc-soc est balayée en quelques heures. Ledru-Rollin s'enfuit en Angleterre et 34 députés sont arrêtés. La gauche est décapitée.

La politique du parti de l'Ordre est très réactionnaire et conservatrice.

- Dès juillet 1849, le gouvernement reprend le contrôle sur la presse. Droits de timbre, le colportage est surveillé. Les articles non signés sont interdits.
- Lois sur l'éducation :
 - Contrôle préfectoral sur les instituteurs qui, pour Thiers, sont des « rouges en puissance »
 - La loi Falloux est adoptée le 15 mars 1850, elle permet à tout ministre du culte d'ouvrir une école primaire et tout bachelier peut ouvrir une école secondaire. En 2 ans, les Frères des Ecoles Chrétiennes fondent 257 lycées !
- Loi sur le suffrage universel : Il est impossible d'abolir le suffrage universel mais le gouvernement le limite fortement. Il faut, pour Thiers, écarter la « vile multitude ». L'assemblée interdit le droit de vote aux parties les plus mobiles de la population : ouvriers, chômeurs, compagnons devant faire leur tour de France pour apprendre leur métier. 3 millions d'électeurs, potentiellement contestataires, disparaissent.

Le grand vainqueur de cette manœuvre politique est le Prince-Président. Il multiplie les voyages en Province pour s'attirer la sympathie des populations, il finance en sous-main des journaux bonapartistes et des sociétés qui réclament une réélection du président. Son nom lui permet aussi de s'attirer la sympathie de l'armée. Le Prince Président exploite toutes les fautes de l'Assemblée et propose en 1851, une révision de la Constitution qui permettrait au président d'être rééligible.

¹ « Louis Napoléon Bonaparte était le plus nouveau sur la scène politique. Un lointain mystérieux le dérobaux regards, et comme les dieux d'opéra, il attendait un seul signal pour descendre de son nuage. A tout prendre, c'était moins un homme qu'un nom. Le nom était grand, il avait empli le monde. Il était inscrit sur le Kremlin et sur les Pyramides. Il vivait dans la mémoire des générations. » Louis Reybaud, *Jérôme Paturot à la recherche de la meilleure des Républiques*.

Pour Thiers, c'est « un crétin qu'on ménera »

